

tentions sur les îles Matsu. Le ministre des Affaires étrangères a alors ajouté:

Le Gouvernement de Sa Majesté avait confiance qu'ils continueraient à user de cette modération et manifesteraient que, sans modifier à aucun égard leur position au sujet de Formose et des Pescadores, ils ne chercheraient pas à donner suite à leurs réclamations par l'emploi de la force.

Il a conclu en disant:

Il était également souhaitable que les nationalistes chinois prennent aussi deux initiatives: nous aimerions qu'ils retirent leurs troupes de toutes les autres îles du littoral et fassent savoir que, pour leur part aussi, tout en maintenant leurs réclamations, ils ne chercheraient pas à y donner suite par l'emploi de la force et s'abstiendraient de toute offensive militaire.

Par ces paroles, je pense que la Grande-Bretagne a pris presque la même position que les États-Unis.

Le ministre s'est étendu l'autre jour sur la position du Canada dans le cadre du continent nord-américain. Le moment est particulièrement choisi pour aborder la question car, en ce qui concerne la position du Canada par rapport à ses deux voisins, les grands antagonistes sur le plan idéologique, nul esprit positif ne peut s'empêcher de conclure qu'en toute guerre où les États-Unis se trouveraient opposés à l'URSS, nous ne pourrions être neutres.

Mais mon honorable ami s'efforce de donner l'impression que les difficultés qui opposent la Chine communiste à Tchong Kaï-cheh ne sauraient donner lieu qu'à d'insignifiantes répercussions. Il suffit de rappeler que, selon Molotov, la situation en Asie inquiète également l'URSS. Si elle inquiète également l'URSS, c'est de la pure imagination que de penser qu'un conflit là-bas pourrait ne pas devenir universel. Dans un tel cas, les territoires septentrionaux du Canada, qu'on a considérés pendant des générations comme une stérile toundra, deviendront le bastion de la défense de la liberté.

Le ministre du Commerce (M. Howe), a eu raison sans doute de choisir le jour où l'on tenait un débat sur les affaires extérieures, pour exposer à la Chambre le programme adopté par le Canada en matière d'énergie atomique. Il suffit de songer aux importantes entreprises d'extraction de l'uranium dans la partie nord de la Saskatchewan, là où aucune mine n'existait il y a quelques années. Les récentes découvertes dans certains coins de l'Ontario font du Canada la principale source d'uranium, métal indispensable à la conduite de la guerre moderne. Pour ce qui est de l'Eldorado, dans la Saskatchewan septentrionale, le Gouvernement devrait songer davantage à protéger l'une des plus belles réalisations du pays, cette réserve essentielle d'uranium. Il convient de ne pas

[M. Diefenbaker.]

oublier que deux des chefs du syndicat de l'endroit sont effectivement communistes, et qu'ils ne le nient pas.

Permettez-moi maintenant de passer à la question de la défense du continent. A Londres, le premier ministre a prononcé plusieurs discours qui n'ont jamais été éucidés ni révélés à la Chambre des communes depuis. Il semble qu'il y ait eu quelques discussions à Londres sur la participation que le Canada pourrait apporter en matière de défense continentale et sur l'établissement d'une réserve stratégique disponible pour service dans les zones dangereuses du monde. Comme l'ont signalé trois ou quatre éminents journalistes canadiens qui assistaient aux réunions de Londres, le premier ministre a déclaré...

Le très hon. M. St-Laurent: Ils n'étaient pas aux réunions.

M. Diefenbaker: Oh non! Ils n'assistaient pas aux réunions, il est vrai, mais leurs textes présentent une telle similitude qu'on peut en conclure que quelque haute personnalité, le personnage anonyme qui lance invariablement les ballons pour le Gouvernement, a, en l'occurrence fourni les renseignements.

M. Jack Stepler, le premier, a déclaré, sous forme narrative, que le premier ministre a comparu devant les premiers ministres du Commonwealth à propos de la question de la défense.

Ce qui a été bien impressionnant, ce fut la participation du Canada à la défense du continent nord sous forme de trois lignes de stations de première alerte, où les 200 millions uniquement affectés au réseau médian seulement du Canada, se comparent au budget de défense de la Nouvelle-Zélande.

Le très hon. M. St-Laurent: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà nié, à la Chambre, l'exactitude de ces articles.

M. Diefenbaker: Je vois. J'ai trois autres rapports qu'il faudra aussi nier. M. A. O. Tate, du *Star* de Toronto, journal qui semble avoir une faculté extraordinaire pour passer dans le sens du Gouvernement, a dit ceci qu'il faudra aussi nier je pense.

Le premier ministre a signalé que la population du Canada a dépensé 200 millions de dollars à l'égard d'un seul élément de la défense continentale.

Il y en a deux autres de la même veine. M^{lle} Armstrong, du *Telegram* de Toronto, ajoute que ce renseignement a stupéfié cette personne. Il n'y a rien de si secret là-dedans, sauf de la part du Gouvernement. On dirait qu'il y a quelque chose d'archisecret à ce qui s'accomplit dans le Nord canadien. Voici le *Colonist* de Victoria, numéro du 20 février, qui publie les plans de ces lignes de défense. Je n'entrerai pas dans les détails, mais il montre où seront établies la ligne lointaine